

Omara RÉ, jeune militante en droits humains :

« Les jeunes veulent des droits, mais ne s'impliquent pas assez »

Omara RÉ étudie les relations internationales et sciences politiques à Paris à l'école des Hautes Études Internationales et Politiques. Engagée auprès de DISMOI, elle confie son engouement pour les droits humains et sa vision d'un monde meilleur.

> Pourquoi avoir choisi des études en sciences politiques et en relations internationales ?

J'ai eu la chance de suivre un stage sur les droits humains, avec Lindley Couronne en 2012. En 2014, je me suis impliquée dans les élections municipales de ma ville, pour une liste d'intérêt communal. D'une part, pour encourager ma mère (2e candidate sur la liste); d'autre part, pour découvrir les enjeux politiques locaux. Là, j'ai été initiée à la diplomatie, à la démocratie et au droit civil. La technique du 'porte-à-porte' m'a appris à être à l'écoute et à identifier les besoins citoyens... Cette étape a définitivement aiguë mon intérêt pour les sciences politiques et les relations internationales.

> Parlez-nous de votre désir de vous engager pour les droits humains ? Pourquoi DIS-MOI ?

Après des années comme déléguée de classe au collège et représentante au conseil d'administration (Ndlr: du lycée), j'ai exploité d'autres filons extrascolaires pour éviter la monotonie des études... Et comme les actualités quotidiennes montrent des droits humains bafoués, je me suis sentie concernée. S'engager sur le terrain devient alors une évidence quand on est passionnée. « DIS-MOI » me permet de joindre l'utile à l'agréable pendant mes vacances mauriciennes ! Nous voulons apporter notre petite contribution à l'équipe. Cela m'intéresse de comparer les systèmes juridiques français et mauriciens sur la scène internationale, en rapport avec les droits humains.

> Quelle est pour vous l'importance des Droits humains au niveau mondial, avec un regard observateur, critique sur la situation à Maurice ?

Avec la mondialisation, les abus explosent : la crise de l'immigration (Ndlr en Europe), les injustices/ revendications sociales, la liberté d'expression, la crise au Moyen-Orient et le problème palestinien qui perdure depuis 50 ans; ajouté à cela... le terrorisme. Nous ne sommes plus en sécurité. On a vu le carnage à Nice qui a fait une centaine de victimes, le jour de la Fête nationale du 14 juillet. Les citoyens du monde entier sont concernés par ce problème. La solution réside dans le respect des droits humains, car c'est bien le rejet de l'autre qui mène à ce chaos. Depuis peu, j'ai constaté un malaise dans la société mauricienne à travers les réseaux sociaux. Je trouve que la situation des Chagossiens, depuis 50 ans, est antidémocratique.

Il semblerait également que la situation de la liberté de la presse se soit dégradée ces dernières années à Maurice, selon un récent rapport de Reporters sans Frontières.

> Pensez-vous que les jeunes d'aujourd'hui s'intéressent à leurs droits ?

Les jeunes veulent des droits, mais ne s'impliquent pas assez. En France, aux dernières régionales (2015), le taux d'abstention frisait les 60%. Les jeunes sont dégoûtés par la politique et les dérives des politiciens. Ils ont cependant manifesté contre la loi Travail, d'où le mouvement « Nuit Debout » qui a été un succès de courte durée. Il faut utiliser les outils nécessaires pour faire



Omara RÉ et sa soeur Ines.

« Nos sociétés ont besoin de médecins pour soulager leurs maux. Les diplomates ou les stratèges peuvent créer des ponts culturels et intellectuels pour une humanité meilleure, au lieu de distiller la haine et susciter des guerres. »

bouger les choses et surtout 'OSER'.

> Comment initier, sensibiliser un jeune à ses droits et ses devoirs ?

Lors d'un échange linguistique à Munich, j'ai découvert un système de tutorat des lycées allemands, où les benjamins se sentent en sécurité et les aînés, respectés. En introduisant l'éducation civique, dès l'école primaire, la jeunesse peut bénéficier d'un réel intérêt pour ses droits, et devenir des adultes responsables demain... Un tel projet prend du temps à réaliser, d'où ma motivation à apporter ma petite pierre à l'ONG 'DIS-MOI'. J'ai proposé mes services pour fédérer une équipe sur le terrain : échanger avec les jeunes.

> Que pensez-vous de la situation mondiale actuelle face à toutes ces catastrophes évoquées dans les médias ?

Nos sociétés ont besoin de médecins pour soulager leurs maux. Les catastrophes naturelles génèrent de la solidarité, mais quand elles sont perpétrées par les hommes, ils se déchirent au lieu de s'entraider. Donc, des guérisseurs tels des diplomates ou des stratèges peuvent créer des ponts culturels et intellectuels pour une humanité meilleure, au lieu de distiller la haine et susciter des guerres.

> Votre mot de la fin.

Ma sœur Inès et moi sommes solidaires avec la jeunesse républicaine mauricienne sans oublier les Rodriguais, les Chagossiens et les habitants d'Agaléga. Cette partie du monde ne dispose pas de ressources matérielles, mais peut miser sur une valeur ajoutée : un vivre ensemble exemplaire.

BIODATA

Omara RÉ, étudiante franco-mauricienne de 19 ans, intègre un Bachelor en 2e année à HEIP Paris - Campus EIFFEL, l'école des Hautes Études Internationales et Politiques. Après une année de Prépa, elle s'oriente vers un domaine qui la passionne, alors que sa sœur Inès, elle, intègre une faculté de droit.

DIS-MOI, POURQUOI TANT DE HAINE !



Nous débattons souvent sur le rôle des forces de l'ordre et aussi de celui du citoyen, car il est important de comprendre ce qui se passe dans notre société, au jour le jour, pour devenir de meilleurs responsables de demain. Ci-dessous, la conversation engagée entre deux jeunes issus d'horizons différents; l'un est Français, l'autre est Mauricien. Conscients des phénomènes actuels qui remuent leurs pays respectifs : la confrontation police/citoyens, lors de manifestations violentes de la Nuit Debout à Paris et ailleurs, le 9 avril dernier, ils s'interrogent sur leur avenir.

Ki manier en France?

Zistement en parlant de provokation... Kifer zot in avoy bouteil lor banla?

Et chez vous, quelles idées ont les rastaferis à réclamer le cannabis?

C'est zot kiltir.

Et nous, notre façon d'exprimer notre ressentit.

Lékei?

Notre insécurité face aux événements actuels comme le terrorisme ou encore notre mécontentement politique.

Zot pa lé pren nou au serieu...

Couma zot réagir face à sa problem la?

Je participe avec mes amis à un mouvement Pacifique 'Nuit debout'.

Le mois dernier à Paris.

Ici mem zafer.

Couma to explique sa violence la?

Il y a plusieurs interprétations possibles...

To koné ki kan ban policier servi violence zot rest impuni? Et sa mem si zot pas pe suivre zot ban code couma ene pollicét?

Avouons que nous les provoquons, ces 'gardiens de la paix'.

Avek Racism?



SAVIEZ-VOUS QUE ?

- La violence policière, ou brutalité policière caractérise « l'action violente conduite par des policiers envers d'autres personnes. »
- Les citoyens doivent respecter la loi et s'efforcer, grâce à une attitude civique, de la faire respecter.
- L'article 3 de la Déclaration universelle des Droits Humains nous promet que « Tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne. »
- L'article 5 de la DUDH nous énonce aussi que « Nul ne sera soumis à la torture, ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. »
- Un citoyen ne doit en aucun cas résister à son arrestation même si celle-ci semble injustifiée, cela pourrait entraîner des conséquences plus graves pour lui, car résister à une arrestation est une entrave à la justice punissable sous l'article 129 du Code pénal.
- 'Nuit Debout' est un rassemblement quotidien dressé par les citoyens français, décidés à changer les tendances actuelles, tel que la Loi du Travail décriée. Chaque nuit, depuis son lancement le 31 mars 2016, et dans une ambiance bouillonnante à la Place de La République, Paris, des milliers de personnes de classes sociales différentes, réfléchissent ensemble à des propositions concrètes pour la justice sociale et environnementale. 'Nuit Debout' se considère comme une alternative politique, en attendant les présidentielles de 2017.
- A Maurice, une personne victime de brutalité policière peut se référer à la « National Human Rights Commission » afin d'être protégée. La National Human Rights Commission est une institution qui promeut et protège les droits humains des citoyens.
- Un projet de loi a été soumis au Parlement, le mardi 19 juillet, intitulé «The Independent Police Complaints Commission Bill ». L'objet de ce texte de loi est de prévoir la création d'une Commission indépendante qui étudiera les plaintes portées contre la police, et enquêter sur les allégations d'abus déposées contre des policiers dans l'exercice de leurs fonctions.
- Sur les 1 741 plaintes reçues à la précédente Police Complaints Division, 1 244 cas (soit 71%) ne seraient pas justifiés, indiquent les statistiques officielles.